



**AVIS DE
CONVOCATION 2018**

**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE MIXTE**

Judi 3 mai 2018 à 11h00

Les Salons Hoche
9, avenue Hoche
à Paris, 75008





SOMMAIRE

<u>Message du Président du Conseil d'administration</u>	<u>3</u>
<u>Message de la Directrice générale</u>	<u>5</u>
<u>Ordre du jour</u>	<u>6</u>
<u>Comment participer à l'Assemblée générale ?</u>	<u>7</u>
<u>Projets de résolution soumis au vote de l'Assemblée générale</u>	<u>9</u>
<u>Exposé sommaire</u>	<u>14</u>
<u>Perspectives 2018</u>	<u>17</u>
<u>Demande d'envoi de documents et renseignements</u>	<u>19</u>
<u>Formulaire de vote par correspondance ou par procuration</u>	



MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nicolas SEYDOUX

En 2017 Gaumont a opéré une mutation stratégique majeure, la cession de sa participation dans Les Cinémas Gaumont Pathé. Plus que toute autre, Gaumont a mis le cinéma dans ses murs. Tant qu'il a existé, le Gaumont Palace a été le plus grand cinéma du monde. Il a été vendu en 1971, avant que je ne rejoigne Gaumont.

Après mon arrivée, le circuit de salles a connu une expansion spectaculaire. La dissolution du GIE Gaumont Pathé en 1983 et la crise de la fréquentation cinématographique, qui atteint son point le plus bas en 1993, conduisent les différents opérateurs à se faire une concurrence exacerbée pour retrouver les spectateurs.

Las de cette confrontation stérile, en 2001, Gaumont et Pathé décident de fusionner leurs circuits et Gaumont se désengage de toute direction opérationnelle.

Devenue actionnaire minoritaire des Cinémas Gaumont Pathé, Gaumont est un partenaire satisfait et passif. Satisfait parce qu'il reçoit des dividendes et une redevance de marque, passif parce que Pathé décide de la stratégie.

Gaumont n'a pas pour vocation d'être une retraitée heureuse qui reçoit des dividendes. Gaumont est une société ambitieuse dans l'audiovisuel : dans le cinéma depuis 1895, dans la télévision depuis 2010, dont le chiffre d'affaires est comparable à celui du cinéma.

Très active aux Etats-Unis, Gaumont est en 2018 également présente en Allemagne et en Grande Bretagne.

Gaumont a vocation à être un partenaire majeur de la création cinématographique et télévisuelle.

La cession de sa participation dans Les Cinémas Gaumont Pathé a permis à Gaumont de dégager une trésorerie significative. Malgré ses projets en développement, comme Gaumont n'a pas l'utilisation de l'intégralité de cette trésorerie, il a été proposé aux actionnaires au printemps 2017 de racheter leurs actions à un cours supérieur de

50 % au cours moyen de l'année 2016. Tous les principaux actionnaires minoritaires ont apporté leurs actions, portant le pourcentage de Ciné Par à près de 90 % du capital de Gaumont.

Par ailleurs, à titre personnel, j'ai fait apport à mes enfants de la nue-propriété du capital de Ciné Par, ne conservant que l'usufruit.

L'avenir de l'actionariat de Gaumont est ainsi assuré, Sidonie Dumas, Directrice générale, choisie par le Conseil d'administration pour devenir Présidente au cas où je disparaîtrais, disposera ainsi de la majorité du capital de la Société.

Je ne peux pas dire que le grand chantier de la lutte contre la piraterie audiovisuelle soit achevé, même si avec les « professionnels de la profession », nous nous efforçons de le faire progresser. Depuis 18 mois, le nombre d'internautes indéliçats marque le pas, ayant diminué d'environ 12 %.

Au mois de septembre 2017, le CNC, Google et l'Alpa ont signé une convention de partenariat dont le titre, « lutter pour la protection de la propriété intellectuelle » est l'élément le plus important. Beaucoup des problèmes qui agitent la profession, à commencer par la chronologie des médias, trouveraient aisément des solutions si le téléchargement illégitime était tari. Je m'y emploie depuis bon nombre d'années. Ce n'est pas gagné, mais je n'ai pas perdu espoir.

La fréquentation cinématographique française se porte bien grâce à son étanchéité au piratage pour les films français et aux investissements massifs consentis par le secteur depuis plus de 20 ans. En revanche les recettes complémentaires en provenance des télévisions et de la vidéo numérique ou physique, ne sont pas au niveau auquel elles devraient être.

Diminué drastiquement, le téléchargement illégitime donnerait à la production cinématographique et audiovisuelle la bouffée d'oxygène dont elle a besoin.

Nicolas SEYDOUX, le 21 mars 2018



MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Sidonie DUMAS

2017 a été pour Gaumont une année riche en émotions avec notamment la prise d'une décision stratégique majeure : le retrait de Gaumont de l'exploitation de salles de cinéma par la cession à Pathé de sa participation minoritaire de 34 % dans Les Cinémas Gaumont Pathé.

Depuis 2001, l'exploitation des salles de cinéma n'était plus le cœur de métier de Gaumont, Pathé assurant la direction opérationnelle du réseau. La participation de Gaumont dans Les Cinémas Gaumont Pathé représentait une rente confortable certes en termes de résultat et de remontée de dividendes, mais compte tenu du prix substantiel proposé par Pathé, la décision de cession a été prise pour permettre d'accélérer le développement prometteur des activités de séries télévisées aux Etats-Unis et en Europe, de renforcer la production de films de cinéma et d'envisager l'expansion des activités de Gaumont en Europe.

La principale activité de Gaumont est de produire des œuvres pour les petits et les grands écrans et de les distribuer au plus grand nombre : spectateurs, téléspectateurs et internautes abonnés à des services payants, tout en restant exigeant dans ses choix éditoriaux.

Pour le cinéma, l'année 2017 a été excellente avec 209 millions d'entrées en salles en France. En réalisant plus de 12 millions d'entrées, Gaumont est le 2^e distributeur français derrière Studio Canal, mais obtient la meilleure moyenne par copie. Sur seize films français dépassant le million d'entrées en 2017, cinq films ont été produits et distribués par Gaumont. Quatre films ont été nominés aux César 2018, totalisant 36 nominations et 7 récompenses, dont celle de la meilleure actrice pour Jeanne Balibar (*Barbara*) et celle de la meilleure réalisation pour Albert Dupontel (*Au revoir là-haut*).

Une très belle année également pour la vente de nos films à l'étranger, avec un chiffre d'affaires de 31 millions d'euros, dont près de 30 % pour les films du catalogue. *Ballerina* cumule plus de dix millions d'entrées à l'international en 2016 et 2017. Les ventes de droits ont également été portées par *Le sens de la fête*, *Un sac de billes*, *Au revoir là-haut* et *Santa & Cie* ; et *La mort de Staline* connaît un succès important à l'international depuis sa première sortie mondiale en Angleterre en octobre 2017.

En 2017, près de 250 films Gaumont ont été diffusés sur les chaînes françaises. *Intouchables*, *Samba* et *L'enquête corse* totalisent près de 19 millions de téléspectateurs sur TF1, *La French* et *Paulette* plus de 6,5 millions sur France 2 et *Les rivières pourpres* 3,5 millions sur France 3.

Gaumont a vendu plus de 1,1 million d'unités vidéo dans un marché en constante baisse et près d'un million d'actes en vidéo à la demande. Le succès de l'année est *Ballerina* avec près de 150 000 unités vidéo et 145 000 actes en digital. Gaumont a remporté en 2017 un prix du Syndicat français de la critique pour l'édition collector de *J'accuse* d'Abel Gance.

Gaumont attache une grande importance à son patrimoine et le fait voyager à travers le monde. Après avoir fait plusieurs escales en Asie en 2016, l'exposition inspirée des 120 ans de Gaumont s'est arrêtée à Angoulême, y réunissant plus de 40 000 visiteurs. De plus, Gaumont, tout comme Gaumont Pathé Archives, poursuit sa politique de conservation et de restauration des œuvres.

Pour l'activité de production télévisuelle, qui représente près de la moitié du chiffre d'affaires de Gaumont, 2017 aura été une année de production et de développement intensif en France et aux Etats-Unis.

Aux Etats-Unis, la saison 2 de *F is for family* et la saison 3 de *Narcos* ont été mises en ligne par Netflix en mai et septembre dernier. Les saisons suivantes sont en cours de tournage, dont la saison 4 de *Narcos* au Mexique.

En France, l'année a été couronnée de succès. La diffusion de la série *Glacé* sur M6 a été la plus importante audience de la chaîne tous programmes confondus avec plus de 5 millions de téléspectateurs pour la première soirée. La série *L'art du Crime* sur France 2 a aussi été un très joli succès avec 5 millions de téléspectateurs au rendez-vous le premier soir, une 2^e saison est en cours de tournage. La série *Nox* avec Nathalie Baye et Maïwèn a été diffusée sur Canal + en mars 2018.

En animation, Gaumont développe de nombreux projets en France et aux Etats-Unis. La série *Belle et Sébastien* pour M6, la série *Trulli Tales* pour Disney et la saison 2 de *Oui-Oui* pour Dreamworks et France 5 sont en cours de production.

Gaumont a de nombreux projets tant pour le cinéma que pour la télévision, en France, en Europe et aux Etats-Unis. Deux nouvelles filiales ont été récemment créées en Allemagne et en Angleterre pour la production d'œuvres télévisuelles.

Le secteur est en pleine évolution, révolution. La technologie change, le paysage audiovisuel aussi avec de nouveaux entrants - les GAFAM (Google / Amazon / Facebook / Apple / Microsoft), auxquels il faudrait ajouter Netflix - aux appétits gargantuesques, et des rapprochements et fusions gigantesques se profilent : Disney et Fox, Warner et AT&T.

En France, d'autres transformations sont également attendues avec l'évolution de la chronologie des médias, la refonte du service public, l'intensification de la lutte contre la piraterie et la restructuration de Canal +.

L'année 2018 risque donc d'être passionnante sur un bon nombre de sujets, mais il nous faut être vigilant, exigeant et audacieux.

Je tiens à remercier tous les actionnaires pour leur soutien et leur fidélité, ainsi que l'ensemble du personnel pour le concours qu'il a apporté aux diverses activités de Gaumont en France et à l'étranger, et notamment ceux qui au sein du comité d'entreprise ou des délégations professionnelles ont contribué au bon fonctionnement des institutions légales et des œuvres sociales.

Sidonie DUMAS, le 20 mars 2018

ORDRE DU JOUR

Cher Actionnaire,

Nous avons l'honneur de vous informer que les actionnaires de notre société sont convoqués pour le **jeudi 3 mai 2018 à 11h00, Les Salons Hoche, 9 avenue Hoche à Paris (75008)**, en **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

À titre ordinaire

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et *quitus* aux administrateurs
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et fixation du dividende
- Conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du Code de commerce
- Approbation des principes et critères de détermination des éléments de rémunération du Président du Conseil d'administration et de la Directrice générale
- Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au Président du Conseil d'administration et à la Directrice générale au titre de l'exercice 2017
- Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue du rachat par la société de ses propres actions

À titre extraordinaire

- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social de la société par voie d'annulation des actions détenues par la société dans le cadre de l'autorisation d'achat d'actions
- Autorisation donnée au Conseil d'administration de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions à des salariés et/ou des dirigeants mandataires sociaux de la société et des sociétés du Groupe
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des adhérents du plan d'épargne d'entreprise du Groupe
- Fixation des plafonds généraux des délégations de compétence

À titre ordinaire

- Pouvoirs en vue des formalités

Vous voudrez bien trouver, ci-inclus, les documents prescrits à l'article R. 225-81 du Code de commerce.

Veuillez agréer, Cher actionnaire, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Conseil d'administration

COMMENT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de prendre physiquement part à cette Assemblée, de se faire représenter dans les conditions de l'article L. 225-106 du Code de commerce ou d'y voter par correspondance.

Formalités préalables

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, l'actionnaire doit justifier de l'inscription en compte de ses titres :

- **pour l'actionnaire nominatif**, dans les comptes de titres nominatifs tenus par le mandataire de la société au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit le lundi 30 avril 2018 à zéro heure, heure de Paris ;

- **pour l'actionnaire au porteur**, dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité, au moyen d'une attestation de participation délivrée par ce dernier au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit le lundi 30 avril 2018 à zéro heure, heure de Paris.

Seuls les actionnaires justifiant de cette qualité au plus tard le lundi 30 avril 2018 à zéro heure, heure de Paris, dans les conditions rappelées ci-dessus, pourront participer à cette Assemblée.

Mode de participation à l'Assemblée générale

Les actionnaires désirant assister personnellement à l'Assemblée générale devront :

- **pour l'actionnaire nominatif** : se présenter le jour de l'Assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni de sa carte d'admission qui lui sera adressée avec la convocation, ou d'une pièce d'identité ;
- **pour l'actionnaire au porteur** : demander à l'intermédiaire habilité qui gère ses titres que Gaumont lui adresse une carte d'admission au vu de l'attestation de participation que lui aura transmise l'intermédiaire financier concerné. Dans le cas où l'actionnaire au porteur n'aurait pas reçu sa carte d'admission, il pourra volontairement demander que l'attestation de participation lui soit délivrée par l'intermédiaire habilité pour être admis à participer physiquement à l'Assemblée.

Les actionnaires n'assistant pas personnellement à l'Assemblée et souhaitant voter par correspondance ou donner pouvoir au Président ou donner une procuration dans les conditions de l'article L. 225-106 du Code de commerce pourront :

- **pour l'actionnaire nominatif** : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration qui lui sera adressé avec la convocation, à Gaumont - Direction Juridique - 30, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine - Fax : +33 (0)1 46 43 20 84 - Email : mandat.ag@gaumont.com ;
- **pour l'actionnaire au porteur** : demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès de l'intermédiaire habilité qui gère ses titres, à compter de la date de convocation

de l'Assemblée. Ce formulaire accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité devra être renvoyé à Gaumont - Direction Juridique - 30, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine - Fax : +33 (0)1 46 43 20 84 - Email : mandat.ag@gaumont.com.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance ou par procuration devront être reçus par Gaumont au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée, soit le lundi 30 avril 2018 à minuit, heure de Paris (article R. 225-77 du Code de commerce).

Conformément à l'article R. 225-79 du Code de commerce, toute procuration donnée par un actionnaire pour se faire représenter à l'Assemblée est signée par celui-ci, le cas échéant par un procédé de signature électronique, et indique ses nom, prénom usuel et domicile. Le mandataire désigné n'a pas la faculté de se substituer une autre personne. La procuration est révocable dans les mêmes formes que celles requises pour la désignation du mandataire.

Le formulaire de vote par correspondance ou par procuration vaut pour les éventuelles assemblées successives qui pourraient être convoquées avec le même ordre du jour.

L'actionnaire ayant voté à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

Il n'est pas prévu de vote par voie électronique pour cette Assemblée. De ce fait, aucun site internet visé à l'article R. 225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.



Questions écrites

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-84 du Code de commerce, les actionnaires peuvent poser des questions écrites au Conseil d'administration. Les questions doivent être adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au siège

social de Gaumont - Direction Juridique - 30, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'Assemblée générale. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Droit de communication des actionnaires

Les documents destinés à être présentés à l'Assemblée générale prévus par les articles L. 225-115 et R. 225-83 du Code de commerce seront mis à la disposition des actionnaires sur demande écrite au siège social de Gaumont - 30, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Les documents prévus à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce pourront être consultés sur le site internet de la société www.gaumont.fr, à compter du vingt et unième jour précédant l'Assemblée générale.

L'avis de réunion comportant le texte des projets de résolution soumis à cette Assemblée a été publié au *Bulletin des annonces légales obligatoires* du 28 mars 2018.

PROJETS DE RÉOLUTION SOUMIS AU VOTE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

A – À titre ordinaire

Première résolution

Approbation des comptes annuels de l'exercice 2017

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, ainsi que des comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice 2017 tels qu'ils lui ont été présentés qui font ressortir un bénéfice net de € 295 823 030,45, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée générale donne aux administrateurs *quitus* entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2017

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes ainsi que des comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2017 tels qu'ils lui ont été présentés qui font ressortir un bénéfice net consolidé de k€ 123 044 (part du Groupe), ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

Affectation du résultat de l'exercice 2017 et fixation du dividende

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2017 s'élevant à € 295 823 030,45, comme suit :

- distribution d'un dividende de € 1,00 par action ;
- solde au compte « Autres réserves ».

L'Assemblée générale fixe en conséquence le dividende revenant à chacune des 3 119 723 actions à € 1,00.

Les dividendes correspondant aux actions qui seraient détenues par la société à la date de mise en paiement seront affectés au compte « Autres réserves ».

L'Assemblée générale délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs pour fixer la date et les modalités de paiement des dividendes.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France prévu à l'article 158-3, 2° du Code général des impôts. Cet abattement n'est applicable qu'en cas d'option expresse, irrévocable et globale pour une imposition selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu lors du dépôt de la déclaration annuelle des revenus du bénéficiaire. A défaut d'une telle option, le dividende à distribuer à ces personnes physiques domiciliées fiscalement en France entre dans le champ d'application du prélèvement forfaitaire unique (PFU) instauré par la loi de finances pour 2018 sans application de cet abattement de 40 %.

Avant la mise en paiement, sauf dispense, le dividende est soumis à un prélèvement représentatif de l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8% prévu à l'article 117 *quater* du Code général des impôts. Dans tous les cas, le dividende sera versé sous déduction des prélèvements sociaux au taux de 17,2%. Lorsque ce prélèvement global de 30% aura été retenu, et en l'absence d'option expresse pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu, aucune imposition supplémentaire ne devrait être versée, à l'exception, le cas échéant, de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR).

Conformément aux dispositions de l'article 243 *bis* du Code général des impôts, l'Assemblée constate qu'il lui a été rappelé qu'au titre des trois derniers exercices les distributions de dividendes ont été les suivantes :

Exercice	Nombre de titres rémunérés	Dividende net par action	Montant éligible à l'abattement prévu par l'article 158-3-2 du Code général des impôts
2014	4 272 530	€ 1,00	€ 1,00
2015	4 275 958	€ 1,00	€ 1,00
2016	3 119 723	€ 1,00	€ 1,00

Quatrième résolution

Approbation des conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du Code de commerce

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés, approuve les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce et mentionnées dans ledit rapport.



Cinquième résolution

Politique de rémunération du Président du Conseil d'administration : approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'administration

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, conformément à l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature présentés dans le rapport précité et attribuables, en raison de son mandat, au Président du Conseil d'administration.

Sixième résolution

Politique de rémunération de la Directrice générale : approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à la Directrice générale

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, conformément à l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature présentés dans le rapport précité et attribuables, en raison de son mandat, à la Directrice générale.

Septième résolution

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au Président du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2017 selon les principes et critères approuvés par l'Assemblée générale du 16 mai 2017

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, conformément à l'article L. 225-100 du Code de commerce, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, présentés dans le rapport précité, versés ou attribués au Président du Conseil d'administration en raison de son mandat.

Huitième résolution

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à la Directrice générale au titre de l'exercice 2017 selon les principes et critères approuvés par l'Assemblée générale du 16 mai 2017

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, conformément à l'article L. 225-100 du Code de commerce, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, présentés dans le rapport précité, versés ou attribués à la Directrice générale en raison de son mandat.

Neuvième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'administration pour une durée de 18 mois en vue du rachat par la société de ses propres actions pour un prix maximum de € 75 par action et un prix global maximum de € 23 397 900

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du Rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de délégation au Directeur général, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et du Règlement européen n° 596/2014 du 16 avril 2014 à faire acheter par la société ses propres actions.

La société pourra acheter ses propres actions en vue de :

- l'animation du marché ou la liquidité de l'action par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- l'attribution d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux (dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi) notamment dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions, de celui d'attributions gratuites d'actions ou de celui d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- l'attribution d'actions aux titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société lors de l'exercice qu'ils feront des droits attachés à ces titres ;
- l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'adoption de la dixième résolution à caractère extraordinaire figurant à l'ordre du jour de cette Assemblée générale ;
- plus généralement, la réalisation de toute opération admise ou qui viendrait à être autorisée par la réglementation en vigueur, notamment si elle s'inscrit dans le cadre d'une pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers.

Les opérations d'acquisition, de cession ou de transfert ci-dessus décrites pourront être effectuées par tout moyen compatible avec la loi et la réglementation en vigueur, y compris dans le cadre de transactions négociées ou d'acquisition de blocs.



Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique sur les actions de la société dans le respect des articles 231-38 et 231-40 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

L'Assemblée générale fixe le nombre maximum d'actions pouvant être acquises au titre de la présente résolution à 10 % du capital de la société ajusté des opérations postérieures à la présente Assemblée générale affectant le capital, étant précisé que dans le cadre de l'utilisation de la présente autorisation, le nombre d'actions autodétenues devra être pris en considération afin que la société reste en permanence dans la limite d'un nombre d'actions autodétenues au maximum égal à 10 % du capital social.

L'Assemblée générale décide que le montant total consacré à ces acquisitions ne pourra pas dépasser € 23 397 900 et que le prix maximum d'achat ne pourra excéder € 75 par action, étant précisé que la société ne pourra pas acheter des actions à un prix supérieur à la plus élevée des deux valeurs suivantes : le dernier cours coté résultat de l'exécution d'une transaction à laquelle la société n'aura pas été partie prenante, ou l'offre d'achat indépendante en cours la plus élevée sur la plate-forme de négociation où l'achat aura été effectué.

En cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente autorisation ainsi qu'en cas de division ou de regroupement d'actions, le prix unitaire maximum ci-dessus visé sera ajusté par application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce que sera ce nombre après l'opération.

L'Assemblée générale confère au Conseil d'administration, avec faculté de délégation au Directeur général, dans les conditions prévues par la loi, tous les pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de décider de la mise en œuvre de la présente autorisation ;
- de fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou de droits d'attribution d'actions de performance en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles ;
- de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, conformément à la réglementation (boursière) en vigueur ;
- d'effectuer toutes déclarations et de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Le Conseil d'administration aura la faculté d'affecter et de réaffecter à l'un ou l'autre des objectifs visés ci-dessus la totalité des actions autodétenues par la société. Il informera les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire annuelle de toutes les opérations réalisées en application de la présente résolution.

La présente autorisation est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée. Elle annule et remplace l'autorisation antérieurement consentie sous la septième résolution de l'Assemblée générale du 16 mai 2017.

B – À titre extraordinaire

Dixième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'administration pour une durée de 18 mois à l'effet de réduire le capital social de la société par voie d'annulation des actions détenues par la société dans le cadre de l'autorisation d'achat d'actions

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce à réduire le capital social de la société par voie d'annulation, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions détenues par la société dans le cadre du programme de rachat de ses propres actions et ce, dans les limites prévues par ledit article du Code de commerce.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de réaliser la ou les réductions de capital, imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur tous postes de réserves et primes, procéder aux modifications consécutives des statuts, ainsi qu'effectuer toutes les déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

La présente autorisation est donnée pour une période de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée. Elle annule et remplace l'autorisation antérieurement consentie sous la dix-neuvième résolution de l'Assemblée générale du 16 mai 2017.

Onzième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration pour une durée de 38 mois à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions à des salariés et/ou dirigeants mandataires sociaux de la société et des sociétés du Groupe dans la limite légale

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce,

- autorise le Conseil d'administration à consentir en une ou plusieurs fois, au bénéfice des personnes qu'il désignera parmi les salariés et dirigeants mandataires sociaux de la société et des sociétés françaises et étrangères qui lui sont liées dans les conditions énoncées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, des options donnant droit à la souscription d'actions ordinaires nouvelles de la société, à émettre à titre d'augmentation de capital, ou à l'achat d'actions ordinaires existantes de la société détenues par celle-ci dans les conditions légales et réglementaires ;
- décide que, sans préjudice de l'incidence de l'ajustement visé ci-après, le montant total des actions auxquelles seront susceptibles de donner droit les options consenties en vertu de la présente autorisation ne pourra dépasser la limite légale visée aux articles L. 225-182 et R. 225-143 du Code de commerce, cette limite étant appréciée au jour où les options seront attribuées ;



- décide, sous réserve pour ce qui concerne les dirigeants mandataires sociaux de l'application des dispositions de l'article L. 225-185 du Code de commerce, que les options devront être levées dans un délai maximum de dix années à compter du jour où elles seront consenties ;
- décide que le prix d'émission ou d'achat des actions ne pourra être inférieur à 80 % de la moyenne des cours cotés sur le marché pendant les vingt séances de bourse précédant le jour de la réunion du Conseil d'administration au cours de laquelle seront consenties les options, étant précisé en outre que, s'agissant des options d'achat, le prix d'achat de l'action, au jour où l'option est consentie, ne pourra également être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat par la société des actions détenues par elle au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce ;
- prend acte que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options et décide que le montant des augmentations de capital en résultant s'ajoute aux montants des augmentations de capital encore en vigueur autorisées par les assemblées antérieures.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour arrêter, dans le respect des lois et règlements en vigueur ainsi que des dispositions de la présente résolution, toutes les conditions et modalités de l'attribution des options et de leur levée et, notamment :

- désigner les bénéficiaires des différentes sortes d'options ;
- fixer les prix de souscription des actions nouvelles ou d'achat d'actions anciennes ;
- fixer la ou les périodes d'exercice des options au cours de la durée de validité des options qui ne pourra pas être supérieure à la durée ci-dessus fixée ;
- fixer, le cas échéant, des conditions, notamment de performance, à l'exercice des options ;
- stipuler, éventuellement, une interdiction de revente de tout ou partie des actions souscrites ou acquises par l'exercice des options pendant un délai qui ne pourra pas excéder trois ans à compter de la levée de l'option, sachant qu'il appartiendra en tout état de cause au Conseil d'administration pour les options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions qui seront attribuées aux dirigeants mandataires sociaux visés à l'article L. 225-185, al. 4 du Code de commerce, soit de décider que les options ne pourront être levées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit de fixer la quantité des actions issues des levées d'options qu'ils seront tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ;
- prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts des bénéficiaires des options en cas de réalisation de l'une des opérations énumérées à l'article L. 225-181 du Code de commerce ;
- prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximum de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions ;
- constater les augmentations du capital social résultant de levées d'option ; modifier les statuts en conséquence, accomplir toutes formalités, directement ou par mandataire ;
- imputer s'il le juge opportun les frais des augmentations du capital social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation.

La présente autorisation est donnée pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente Assemblée. Elle annule et remplace l'autorisation antérieurement consentie sous la septième résolution de l'Assemblée générale du 5 mai 2015.

Douzième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à l'effet de décider d'augmenter le capital d'un montant maximal de € 15 000 000 par incorporation de réserves, bénéfices ou primes

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport du Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'administration sa compétence, pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée, à l'effet de décider d'augmenter le capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes, suivie de la création et de l'attribution gratuite de titres de capital ou de l'élévation du nominal des titres de capital existants, ou de la combinaison de ces deux modalités ;
- 2) décide que les droits formant rompus ne seront ni négociables, ni cessibles et que les titres seront vendus, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans un délai fixé par décret en Conseil d'État ;
- 3) décide que le montant d'augmentation de capital résultant de l'ensemble des émissions réalisées au titre de la présente résolution ne pourra excéder le montant nominal de € 15 000 000 ou de sa contre-valeur dans toute autre monnaie autorisée ;
- 4) confère au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la société, tous pouvoirs conformément à la loi et aux statuts à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution et en assurer la bonne fin.

Treizième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des adhérents du plan d'épargne d'entreprise du Groupe pour un plafond maximum de 200 000 actions, à un prix fixé selon les dispositions du Code du travail

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires et connaissance prise du Rapport du Conseil d'administration et du Rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-129-2, L. 225-138, L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-1 et suivants du Code du travail et afin également de satisfaire aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet :
 - d'augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social par l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société réservée aux adhérents du plan d'épargne d'entreprise (PEE) du Groupe,
 - et de procéder, le cas échéant, à des attributions d'actions de performance ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en substitution totale ou partielle de la décote visée au 3) ci-dessous dans les conditions et limites prévues par l'article L. 3332-21 du Code du travail, étant précisé en tant que de besoin que le Conseil d'administration pourra substituer en tout ou partie à cette augmentation de capital la cession, aux mêmes conditions, de titres déjà émis détenus par la société ;



2) décide que le nombre d'actions susceptibles de résulter de l'ensemble des actions émises en vertu de la présente délégation, y compris celles résultant des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital éventuellement attribuées gratuitement en substitution totale ou partielle de la décote dans les conditions fixées par les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, ne devra pas excéder 200 000 actions. À ce nombre s'ajoutera, le cas échéant, le nombre d'actions supplémentaires à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ;

3) décide :

- que le prix d'émission des actions nouvelles ne pourra être ni supérieur à la moyenne des premiers cours cotés de l'action lors des vingt séances précédant le jour de la décision du Conseil d'administration ou du Directeur général fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne ; étant précisé que le Conseil d'administration ou le Directeur général pourra, le cas échéant, réduire ou supprimer la décote qui serait éventuellement retenue pour tenir compte, notamment, des régimes juridiques et fiscaux applicables hors de France ou choisir de substituer totalement ou partiellement à cette décote maximale de 20 % l'attribution gratuite d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- et que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions fixées par l'article L. 3332-21 du Code du travail ;

4) décide de supprimer au profit des adhérents au plan d'épargne du Groupe le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la société pouvant être émises en vertu de la présente délégation et de renoncer à tout droit aux actions et valeurs mobilières donnant accès au capital pouvant être attribuées gratuitement sur le fondement de la présente résolution ;

5) délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet notamment de :

- décider si les actions doivent être souscrites directement par les salariés adhérents au plan d'épargne du Groupe ou si elles devront être souscrites par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) ou d'une SICAV d'actionnariat salarié (SICAVAS),
- déterminer les sociétés dont les salariés pourront bénéficier de l'offre de souscription,
- déterminer s'il y a lieu de consentir un délai aux salariés pour la libération de leurs titres,
- fixer les modalités d'adhésion au PEE du Groupe, en établir ou modifier le règlement,
- fixer les dates d'ouverture et de clôture de la souscription et le prix d'émission des titres,

- procéder, dans les limites fixées par les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, à l'attribution d'actions gratuites ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et fixer la nature et le montant des réserves, bénéfices ou primes à incorporer au capital,
- arrêter le nombre d'actions nouvelles à émettre et les règles de réduction applicables en cas de sur-souscription,
- imputer les frais des augmentations de capital social, et des émissions d'autres titres donnant accès au capital, sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation.

La présente délégation de compétence est donnée pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

Quatorzième résolution

Fixation de plafonds généraux des délégations de compétence au Conseil d'administration

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du Rapport du Conseil d'administration, décide de fixer ainsi qu'il suit les limites globales des montants des émissions qui pourraient être décidées en vertu des délégations de compétence au Conseil d'administration résultant des résolutions précédentes :

- le montant nominal maximum (hors prime d'émission) des augmentations de capital par voie d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la société à émettre ne pourra être supérieur à € 15 000 000, majoré du montant nominal de l'augmentation de capital à réaliser pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou d'options de souscription ou d'achat d'actions. En cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité desdites délégations de compétence, le montant nominal maximum (hors prime d'émission) susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital social après l'opération et ce qu'était ce montant avant l'opération ;
- le montant nominal maximum global des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société donnant accès à des titres de capital de la société à émettre ne pourra excéder € 15 000 000 ou la contre-valeur à ce jour de ce montant en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies ;
- étant précisé que les augmentations de capital résultant ou susceptibles de résulter des levées d'options de souscription ou d'achat d'actions consenties à des salariés et/ou mandataires sociaux de la société s'ajoutent au montant maximum des augmentations de capital sus-indiqué.

C – À titre ordinaire

Quinzième résolution

Pouvoirs en vue des formalités

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de *quorum* et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, pour effectuer tous dépôts et accomplir toutes formalités prévues par la loi.

EXPOSÉ SOMMAIRE

de la situation au cours de l'exercice 2017

Comptes consolidés de Gaumont

(en milliers d'euros)	31.12.17	31.12.16
Chiffres significatifs des opérations		
Chiffre d'affaires	177 049	188 725
Résultat opérationnel des activités de production et de distribution cinématographique et télévisuelle ⁽¹⁾	22 449	41 699
Résultat opérationnel des activités d'exploitation des salles ⁽¹⁾	11 956	23 776
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises associées	133 067	23 206
Résultat net consolidé	122 966	18 985
Chiffres significatifs de la situation financière		
Capitaux propres	308 018	280 272
Endettement financier net	27 680	205 348
Investissements	113 407	116 685

(1) Après quote-part du résultat net des entreprises associées, hors frais de structure.

Deux événements stratégiques ont marqué l'année 2017 :

- la cession à Pathé de la participation minoritaire de 34 % détenue par Gaumont dans Les Cinémas Gaumont Pathé au 18 mai 2017 pour k€ 380 000. La plus-value constatée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017 s'élève à k€ 143 884, nette de frais. La moitié du prix de cession a été payée à la date de cession, le solde portant intérêts, est différé sur 3 ans. Le 20 juillet 2017, Pathé a procédé au versement par anticipation de la première échéance de paiement différé initialement fixée au 29 juin 2018, pour un montant de k€ 63 333 ;
- l'offre publique de rachat d'actions par la société Gaumont dont le résultat a été rendu public par l'AMF le 30 juin 2017. Gaumont a racheté 1 284 112 actions au prix unitaire de € 75. Le règlement des actions a eu lieu le 6 juillet 2017 pour k€ 96 308. Le 25 juillet 2017, le Conseil d'administration a décidé d'annuler les actions propres acquises dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions. À la suite de cette annulation, le capital de Gaumont SA est composé de 3 119 723 actions.

Résultats de la période

Le chiffre d'affaires consolidé de Gaumont s'élève à k€ 177 049 en 2017 contre k€ 188 725 en 2016.

Le chiffre d'affaires de l'activité de production cinématographique s'élève à k€ 96 937 en 2017 contre k€ 113 976 en 2016.

Le chiffre d'affaires lié à la distribution des films dans les salles en France s'élève à k€ 30 690 en 2017 contre k€ 30 888 en 2016. Gaumont réalise plus de 12 millions d'entrées dont 3 millions pour *Le sens de la fête*, 2 millions pour *Au revoir là-haut* et respectivement 1,3 million, 1,2 million et 1,6 million pour *Un sac de billes*, *Patients* et *Santa & Cie*

dont l'exploitation s'est prolongée en 2018, réalisant près de 2 millions d'entrées au total. Quatre films de l'année ont été nominés aux César 2018, totalisant 36 nominations et 7 récompenses, dont celle de la meilleure actrice pour Jeanne Balibar (*Barbara*) et celle de la meilleure réalisation pour Albert Dupontel (*Au revoir Là-haut*).

Le chiffre d'affaires lié à la distribution en vidéo et en vidéo à la demande en France s'élève à k€ 11 599 en 2017 contre k€ 10 968 en 2016. Les ventes en vidéo physique sont stables, avec plus d'un million d'unités vidéo vendues. Les ventes en digital (Vàd, SVàd) augmentent notamment grâce à la conclusion d'un accord avec Netflix portant sur une vingtaine de films du catalogue.

Les ventes de droits de diffusion aux chaînes de télévision françaises s'élèvent à k€ 18 634 en 2017 contre k€ 37 057 en 2016. Aucune prévente n'a été constatée en 2017 contre k€ 12 311 en 2016 pour *Les visiteurs - la Révolution*, *Un petit boulot* et *Le cœur en braille*. Les ventes de titres du catalogue aux chaînes historiques ont été moins importantes que l'année précédente, qui fut une excellente année, alors que celles aux chaînes de la TNT progressent. Plus de 200 films ont été vendus au cours de l'année, dont notamment *Belle et Sébastien*, *Le dîner de cons*, *36 quai des Orfèvres* et *Le grand blond avec une chaussure noire*.

Les ventes de droits à l'international s'élèvent à k€ 30 883 en 2017 contre k€ 30 268 en 2016 portées notamment par *Ballerina*, qui a réalisé plus de 10 millions d'entrées à l'étranger, mais aussi par *Le sens de la fête*, *Un sac de billes*, *Santa & Cie* et *La mort de Staline*, qui a connu un succès important lors de sa première sortie mondiale au Royaume-Uni en octobre 2017. Les ventes de catalogue se maintiennent d'une période à l'autre.

Les autres revenus d'exploitation des films s'élèvent à k€ 5 131 en 2017 contre k€ 4 795 en 2016. Ils correspondent principalement à l'exploitation des images d'archives par Gaumont Pathé Archives, à l'édition musicale et à la vente de produits dérivés.



Le chiffre d'affaires de l'activité de production télévisuelle s'élève à k€ 74 605 en 2017 contre k€ 67 667 en 2016.

Les ventes de séries de fiction et d'animation américaines s'établissent à k€ 67 807 en 2017 contre k€ 57 862 en 2016. La troisième saison de *Narcos* et la deuxième saison de *F is for Family* ont été livrées à Netflix pour une mise en ligne respectivement en septembre et en mai 2017.

Les ventes de séries de fiction et d'animation françaises s'élèvent à k€ 6 798 en 2017 contre k€ 9 805 en 2016 et comprennent les ventes de trois séries : la fiction de 6 épisodes *L'art du crime*, livrée à France 2 et les premiers épisodes des séries d'animation *Belle et Sébastien* et *Trulli Tales* livrés respectivement à M6 et Disney France.

Les autres produits divers s'établissent à k€ 1 884 en 2017 contre k€ 3 301 en 2016 et comprennent les produits issus de la location immobilière et de diverses prestations de services rendues à des tiers.

Le résultat opérationnel des activités de production et de distribution cinématographique et télévisuelle, après quote-part du résultat net des entreprises associées et hors frais de structure, s'élève à k€ 22 449 en 2017 contre k€ 41 699 en 2016 et comprend :

- la part de résultat attribuée aux films de long métrage pour k€ 12 549 en 2017 contre k€ 30 281 en 2016, incluant la quote-part du résultat net de La Boétie Films (ex. LGM) ;
- la part de résultat attribuée aux séries d'animation et de fiction télévisuelles pour k€ 9 900 en 2017, dont k€ 10 412 pour les séries américaines contre k€ 11 418 en 2016.

Le résultat opérationnel de l'exploitation des salles, après quote-part du résultat net des entreprises associées et hors frais de structure, s'élève à k€ 11 956 en 2017 contre k€ 23 776 en 2016 et comprend :

- la quote-part du résultat net des entreprises associées, pour k€ 8 333 en 2017, contre k€ 19 985 en 2016. Ce résultat comprend notamment la contribution des Cinémas Gaumont Pathé, jusqu'à la date de cession, pour un montant de k€ 8 361 ;
- le produit de la redevance de marque versée par Les Cinémas Gaumont Pathé pour k€ 3 623 en 2017 contre k€ 3 781 en 2016.

Après prise en compte des frais de structure des différentes activités opérationnelles et des services fonctionnels, y compris les produits et charges non courants liés aux cessions d'actifs et la plus-value réalisée sur la cession de la participation minoritaire de 34 % dans Les Cinémas Gaumont Pathé pour k€ 143 884, le résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises associées est un bénéfice de k€ 133 067 en 2017 contre k€ 23 206 en 2016.

Le résultat net est un bénéfice de k€ 122 966 en 2017 contre un bénéfice de k€ 18 985 en 2016 et comprend :

- le résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises associées ;
- le résultat financier qui est une perte nette de k€ 8 055 en 2017 contre une perte de k€ 5 336 en 2016 et qui comprend notamment des pertes de change pour k€ 4 521 principalement liés à l'évolution du dollar sur l'exercice ;
- une charge d'impôt de k€ 2 046 incluant notamment une charge d'impôt différée de k€ 522 et une charge d'impôt sur les sociétés françaises de k€ 1 996.

La part du résultat net attribuable aux actionnaires minoritaires est une perte de k€ 78 en 2017 contre un bénéfice de k€ 41 en 2016

Le résultat net part du Groupe se solde par un bénéfice de k€ 123 044 en 2017 contre un bénéfice de k€ 18 944 en 2016.

Situation financière

Au 31 décembre 2017, les capitaux propres s'élèvent à k€ 308 018 contre k€ 280 272 au 31 décembre 2016, pour un total de la situation financière consolidée de k€ 560 080, contre k€ 603 734 l'année précédente.

L'endettement financier net du Groupe est en forte baisse et s'établit à k€ 27 680 au 31 décembre 2017 contre k€ 205 348 au 31 décembre 2016. Il comprend principalement k€ 83 749 de trésorerie positive issue de l'encaissement partiel du prix de cession de la participation dans Les Cinémas Gaumont Pathé, de k€ 60 025 d'emprunt obligataire de Gaumont SA et de k€ 44 342 de crédits de production auto-liquidatifs, assis sur les recettes de préfinancement et d'exploitation des séries françaises et américaines.

Les comptes au 31 décembre 2017 incluent une créance financière de k€ 128 471 vis-à-vis de Pathé représentant le solde à recevoir du prix de cession de la participation dans Les Cinémas Gaumont Pathé dont le paiement est fractionné jusqu'en 2020.

Les investissements passent de k€ 116 685 en 2016 à k€ 113 407 en 2017. Ils comprennent notamment les investissements dans la production des films cinématographiques pour k€ 47 479 en 2017 contre k€ 31 008 en 2016, les investissements dans les productions de séries télévisuelles françaises et américaines pour k€ 63 967 en 2017 contre k€ 63 236 en 2016.

Comptes annuels de Gaumont

Le chiffre d'affaires de Gaumont s'établit à k€ 113 034 en 2017, contre k€ 120 082 en 2016.

Le chiffre d'affaires provenant de la distribution des films en salles en France s'élève à k€ 30 685 en 2017 contre k€ 30 951 en 2016.

Le chiffre d'affaires lié aux ventes en vidéo à la demande et à l'édition en vidéo des films dont Gaumont est producteur ou coproducteur s'élève à k€ 5 648 en 2017 contre k€ 5 392 en 2016.

Les ventes de droits aux chaînes de télévision françaises atteignent k€ 18 585 en 2017 contre k€ 37 057 en 2016. En 2017, Gaumont ayant privilégié des apports forfaitaires pour ses productions, aucune prévente de nouveau film aux chaînes de télévision n'a été constatée. En 2016, les préventes s'élevaient à k€ 12 311 pour *Les visiteurs - la Révolution*, *Un petit boulot* et *Le cœur en braille*.

Le chiffre d'affaires lié aux ventes à l'international s'élève à k€ 30 726 en 2017 contre k€ 30 188 en 2016, porté notamment par *Ballerina* qui a réalisé plus de 10 millions d'entrées à l'étranger, mais aussi par *Le sens de la fête*, *Un sac de billes*, *Santa & Cie* et *La mort de Staline*, qui a connu un succès important lors de sa première sortie mondiale au Royaume-Uni en octobre 2017.

Les autres produits s'élèvent à k€ 27 390 en 2017 contre k€ 16 495 en 2016. Ils sont principalement composés des redevances de marque,

des rémunérations producteur, des prestations d'assistance aux filiales et des revenus de location immobilière. Les redevances de marque atteignent k€ 5 107 en 2017 contre k€ 5 143 en 2016. En 2017, les autres produits comprennent également les revenus liés à l'accord de co-investissement signé en janvier 2017 avec la société Entourage Pictures pour k€ 11 563.

Le résultat d'exploitation est une perte de k€ 11 887 en 2017, contre une perte de k€ 1 250 en 2016.

Le résultat financier se solde par une perte de k€ 22 en 2017 contre un bénéfice de k€ 3 095 en 2016 et inclut les dividendes reçus des filiales pour k€ 2 059 en 2017 contre k€ 12 288 en 2016.

Le résultat courant avant impôts se solde par une perte de k€ 11 909 en 2017, contre un profit de k€ 1 845 en 2016.

Le résultat exceptionnel est un profit de k€ 308 248 en 2017 contre k€ 5 453 en 2016. Ce résultat comprend la plus-value de k€ 313 987 réalisée suite à la cession à Pathé de la participation de Gaumont dans Les Cinémas Gaumont Pathé.

Le bénéfice net de Gaumont s'établit à k€ 295 823 en 2017 contre k€ 7 258 en 2016, après prise en compte d'une participation à verser aux salariés de k€ 271 et d'une charge d'impôt de k€ 245 en 2017.

Affectation du résultat

Le Conseil d'administration propose d'affecter le bénéfice net social de l'exercice 2017 ressortant à € 295 823 030,45 :

- à la distribution d'un dividende fixé à € 1,00 par action ;
- au poste « Autres réserves » pour le solde.

Les dividendes correspondant aux actions qui seront détenues par la société à la date de mise en paiement seront affectés au compte « Autres réserves ».

PERSPECTIVES 2018

Les films cinématographiques

Dix films de long métrage sortiront en 2018 :

- *Burn Out* de Yann Gozlan, avec François Civil et Manon Azem. Sorti le 3 janvier 2018, il totalise 150 000 entrées ;
- *Belle et Sébastien 3 : le dernier chapitre* de Clovis Cornillac, avec Clovis Cornillac, Félix Bossuet et Tchéky Karyo, sorti le 14 février, il totalise 1 600 000 entrées ;
- *Tout le monde debout* de Franck Dubosc, avec Franck Dubosc et Alexandra Lamy, sorti le 14 mars, il a réalisé près de 900 000 entrées pour sa première semaine d'exploitation ;
- *La mort de Staline* d'Armando Iannucci, avec Jeffrey Tambor, Steve Buscemi et Olga Kurylenko, sorti le 4 avril ;
- *Monsieur Je-sais-tout* de François Prévôt-Leygonie et Stephan Archinard, avec Arnaud Ducret, Alice David et Max Baissette de Malglaive ;
- *Volontaire* d'Hélène Fillières, avec Lambert Wilson, Diane Rouxel et Josiane Balasko ;
- *Les vieux fourneaux* de Christophe Duthuron, avec Pierre Richard, Eddy Mitchell, Roland Giraud et Alice Pol ;
- *Un homme pressé* d'Hervé Mimran, avec Fabrice Luchini et Leila Bekhti ;
- *Le voyage d'Aïlo*, documentaire de Guillaume Maidatchevsky ;
- *L'Empereur de Paris* de Jean-François Richet, avec Vincent Cassel, August Diehl, Olga Kurylenko et Freya Mavor.

Les programmes pour la télévision

Sept séries télévisuelles seront livrées en 2018 :

- *Narcos* saison 4, fiction américaine de 10 épisodes d'Eric Newman, à Netflix ;
- *F is for Family* saison 3, série d'animation américaine de 10 épisodes, à Netflix ;
- *L'art du crime* saison 2, fiction française de 6 épisodes, à France 2 ;
- *Nox*, fiction française de 6 épisodes, à Canal+ ;
- les derniers épisodes de la série d'animation *Trulli Tales* à Disney Channel ;
- les derniers épisodes de la série d'animation *Belle et Sébastien* à M6 ;
- et la série d'animation *Furiki Wheels* à France 3.

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

À retourner à : GAUMONT – Direction juridique – 30 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine

Je soussigné(e) : M. Mme

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Propriétaire de : actions

sous la forme nominative ;

au porteur, inscrites en compte chez ⁽¹⁾ :

demande l'envoi à l'adresse ci-dessus, en vue de l'**Assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire du 3 mai 2018**, des documents et renseignements visés par l'article R. 225-83 du Code de commerce ⁽²⁾.

Fait à, le 2018

Signature

N.B. En vertu de l'article R. 225-88 du Code de commerce, les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures.

(1) Indiquer l'intermédiaire habilité et joindre une attestation d'inscription dans les comptes de titres au porteur tenus par ledit intermédiaire.

(2) Cette demande devra parvenir à Gaumont avant le 28 avril 2018.





Société anonyme au capital de 24 957 784 euros
Siège social : 30, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine
Siren : 562 018 002 R.C.S. Nanterre



LABRADOR +33 (0)1 53 06 30 80

Ce document a été imprimé en France, imprimeur détenteur de la marque Imprim'Vert®, sur un site certifié PEFC. Le papier recyclable utilisé est exempt de chlore élémentaire et à base de pâtes provenant de forêts gérées durablement sur un plan environnemental, économique et social.

J'utilise ce formulaire de vote par correspondance ou par procuration, selon l'une des 3 possibilités offertes / I use this postal voting form or the proxy form as specified below.
IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please see instructions on reverse side.

QUELLE QUE SOT L'OPTION CHOISIE, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICH EVER OPTION IS SELECTED, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM



Société anonyme au capital de 24 957 784 €
 Siège social : 30, avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly-sur-Seine
 562 018 002 R.C.S. Nanterre

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
 ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE**
 Jeudi 3 mai 2018 à 11 h
 Les Salons Hoche, 9, avenue Hoche 75008 Paris

**ORDINARY AND EXTRAORDINARY
 GENERAL MEETING**
 to be held on Thursday, May 3, 2018, at 11:00 am

CADRE RESERVE / For Gaumont's use only

Identifiant / Account:
 Nombre d'actions / Number of shares:
 . Nominatif / Registered
 . Porteur / Bearer:
 . Vote simple / Single vote:
 . Vote double / Double vote:
 Nombre de voix / Number of voting rights:

1 JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST

cf. au verso renvoi (3) – See reverse (3)

Je vote OUI à tous les projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'administration, **A L'EXCEPTION** de ceux que je signale en notrissant comme ceci La case correspondante et pour lesquels **je vote NON** ou je m'abstiens, ce qui équivaut à voter NON.
 I vote FOR all the draft resolutions approved by the Board of directors EXCEPT those indicated by a shaded box - like this for which I vote AGAINST or I abstain, which is equivalent to voting AGAINST.

Sur les projets de résolution non agréés par le Conseil d'administration, je vote en notrissant comme ceci la case correspondant à mon choix.
 On the draft resolutions not approved by the Board of directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Out/Yes	Non/No Abst./Abs	Out/Yes	Non/No Abst./Abs
	<input type="checkbox"/>												
	<input type="checkbox"/>												
	<input type="checkbox"/>												
	<input type="checkbox"/>												
	<input type="checkbox"/>												
	<input type="checkbox"/>												
	<input type="checkbox"/>												
	<input type="checkbox"/>												
	<input type="checkbox"/>												
	<input type="checkbox"/>												

Si des amendements ou des résolutions étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting

- Je donne pouvoir au Président de l'A.G. de voter en mon nom / I appoint the Chairman of the meeting to vote on my behalf
- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre) / I abstain from voting (abstention is the equivalent of a vote against)
- Je donne procuration - cf. au verso renvoi (2) - à M, Mme ou Raison sociale
- Je donne procuration - cf. au verso renvoi (2) - à M, Mme ou Raison sociale
- Je donne procuration - cf. au verso renvoi (2) - à M, Mme ou Raison sociale

Pour être pris en compte, tout formulaire doit parvenir au plus tard à Gaumont le 30 avril 2018 à 11h00, heure de Paris.
 In order to be considered, the completed form must be received at the latest by the company on 30 April 2018 midnight CET, at the end of the calendar day.

2 JE DONNE POUVOIR AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE

dater et signer au Bas du formulaire, sans rien remplir

I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING, date and sign the bottom of the form without completing it

cf. au verso renvoi (2) – See reverse (2)

3 JE DONNE POUVOIR A :

cf. au verso renvoi (2) pour me représenter à l'assemblée / I HEREBY APPOINT : see reverse (2) to represent me at the above mentioned meeting.

M. ou Mme / Mr or Mrs :
 Adresse / Address :

ATTENTION : s'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions que vous avez données, ne seront valides que si une attestation de participation constatant l'inscription comptable de vos actions au plus tard le 30 avril 2018 à 11h00, heure de Paris, établie par l'établissement financier qui tient votre compte titres, est annexée au formulaire.
CAUTION: concerning bearer shares, your vote or proxy will not be counted unless a participation certificate issued by the financial intermediary confirming book-entry of your shares in its account by and before 30 April 2018 at midnight CET, is appended to the form.

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire

Surname, First name, address of the shareholder
 cf. au verso renvoi (1) – See reverse (1)

Date & Signature

UTILISATION DU DOCUMENT*

L'actionnaire qui utilise ce formulaire de vote doit, au recto du document, choisir et cocher l'une des trois possibilités :

- 1 voter par correspondance (cocher la case appropriée, dater et signer au bas du formulaire).
- 2 donner pouvoir au Président de l'Assemblée Générale (cocher la case appropriée, dater et signer au bas du formulaire sans rien remplir)
- 3 donner pouvoir à une personne dénommée (cocher et compléter la zone appropriée, puis dater et signer au bas du formulaire)

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, la signature de l'actionnaire est indispensable

I. Le signataire est prié d'inscrire très exactement, dans la zone réservée à cet effet, ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote.

Pour les personnes morales, indiquer les nom, prénom et qualité du signataire.

Si le signataire n'est pas lui-même un actionnaire (exemple : administrateur légal, tuteur, etc.), il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote.

Le formulaire adressé pour une assemblée vaut pour les autres assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (Art. R.225-77 du Code de commerce).

VOTE PAR CORRESPONDANCE

(3) Art. L. 225-107 du Code de commerce :

"I. Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les

dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'Assemblée, dans les conditions de délais fixées par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

II. Si les statuts le prévoient, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat."

Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement cocher la case JE VOTE PAR CORRESPONDANCE au recto.

Dans ce cas, il vous est demandé :

- Pour les projets de résolution proposés ou agréés par le Conseil d'administration :
 - soit de voter "oui" pour l'ensemble des résolutions en ne notifiant aucune case,
 - soit de voter "non" ou de voter « abstenir » ce qui équivaut, selon la réglementation, à voter "non" sur certaines résolutions (ou sur toutes les résolutions) en les notifiant individuellement.
- Pour les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'administration :
 - de voter résolution par résolution en notifiant la case correspondante de votre choix.
- Pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'Assemblée :
 - d'opter entre trois solutions (pouvoir au Président de l'Assemblée générale, abstention ou pouvoir à une personne dénommée), en notifiant la case correspondante à votre choix.

*Le texte des résolutions figure dans l'avis de convocation joint au présent formulaire (Art. R.225-76 et R.225-81 du Code de commerce) ; ne pas utiliser à la fois "JE VOTE PAR CORRESPONDANCE" et "JE DONNE POUVOIR A" (Art. R.225-81-8° du Code de commerce). La langue française fait foi.

INSTRUCTIONS FOR COMPLETION

The shareholder using this form as a postal vote * should to choose one of the three possibilities:

- 1 use the postal voting form (tick the appropriate box, date and sign the form).
- 2 give your proxy to the Chairman of the meeting (tick the appropriate box, date and sign the form without filling in anything else).
- 3 give your proxy to a representative (tick and fill in the appropriate zone, date and sign the form).

WHICHEVER OPTION IS USED, the shareholder's signature is necessary

I. The shareholder should write his exact name and address in capital letters in the provided space; if the information is already filled out, please check and correct if necessary. If the shareholder is a legal entity, the signatory should indicate his full name and the capacity in which he/she is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian, etc.), he/she shall specify his/her name and the capacity in which he/she is signing the proxy.

The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (Art. R.225-77 of French Commercial code).

POSTAL VOTING FORM

(3) Art. L. 225-107 of the French Commercial code:

"I. Any shareholder may vote by post, using a form the wording of which shall be fixed by an Order approved by the Conseil d'Etat. Any provisions to the contrary contained in the memorandum and articles of association shall be deemed non-existent.

When calculating the quorum, only forms received by the company before the meeting shall be taken into account, on conditions to be laid down by an Order approved by the Conseil d'Etat. Forms not indicating any vote or expressing an abstention shall be considered negative votes.

II. If the memorandum and articles of association so provide, shareholders participating in a meeting by video-conferencing or means of telecommunication that enable them to be identified, the nature and conditions of which shall be determined by an Order approved by the Conseil d'Etat, shall be deemed to be present at the said meeting for the purposes of calculating the quorum and majority."

If you wish to use the postal voting form, you must tick the box on the front of the document "I VOTE BY POST".

In such event, please comply with the following instructions :

- For resolutions proposed or agreed by the Board, you can:
 - either vote "for" at all resolutions by leaving the boxes blank,
 - or vote "against" or "abstain" (which is equivalent to voting against) by shading boxes of your choice.
- For resolutions not agreed by the Board, you can:
 - vote resolution by shading the appropriate boxes.
- In case of amendments or new resolutions set forth during the General meeting, you can:
 - choose between three possibilities (proxy to the Chairman of the Meeting, abstention or proxy to another shareholder) by shading the appropriate box.

POUVOIR AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE OU POUVOIR A UNE PERSONNE DENOMMEE

(2) Art. L. 225-106 du Code de commerce (extrait) :

"Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix." "Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société." "Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'administration ou le Directeur, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

Art. L. 225-106-1 du Code de commerce (extrait) :

"Lorsque (...) l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien."

"Lorsqu'un cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc. La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société."

Art. L. 225-106-2 du Code de commerce (extrait) :

"Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'Assemblée (...) rend publique sa politique de vote. Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'Assemblée (...) et sur toute procuration reçue sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques."

Art. L. 225-106-3 du Code de commerce (extrait) :

"Le tribunal de commerce (...) peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième à septième alinéas de l'article L. 225-106-1 ou des dispositions de l'article L. 225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire."

PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING OR PROXY TO A REPRESENTATIVE

(2) Art. L. 225-106 of the French Commercial code (excerpt):

"A shareholder may be represented by another shareholder or by his/her spouse or his/her partner with whom he/she has entered into a civil union (pacte civil de solidarité). He/she can also be represented by an individual or legal entity of his/her choice." "The proxy as well as its dismissal, as the case may be, must be written and made known to the company." "Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraphs shall be deemed non-existent."

In the case of any power of representation given by a shareholder without naming a proxy, the Chairman of the General meeting shall issue a vote in favor of adopting draft resolutions submitted or approved by the Board of directors or the Management, as the case may be, and a vote against adopting any other draft resolutions. To issue any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal."

Art. L. 225-106-1 of the French Commercial code (excerpt):

"When (...) the shareholder names a proxy which is not his/her spouse or his/her partner under a contract of civil union (pacte civil de solidarité), such proxy has to inform the shareholder of any fact enabling the latter to appreciate the risk that the former may follow an interest other than his/her own." "Should one of the situations described in the above paragraphs occur while the proxy is effective, the proxy has to promptly inform the shareholder of said occurrence. The proxy shall be void, unless expressly confirmed by the shareholder. The proxy has to promptly inform the company of the invalidity."

Art. L. 225-106-2 of the French Commercial code (excerpt):

"Any person which actively solicits, by offering directly or indirectly to one or several shareholders, by any means or form available, to receive proxy to represent them at the General meeting (...) has to disclose its voting policy. This person may also disclose its voting intention for each of the draft resolutions to be debated during the General meeting. For each proxy received without voting instruction from the shareholder, the proxy has to vote in compliance with the disclosed voting intentions."

Art. L. 225-106-3 of the French Commercial code (excerpt):

"The commercial court (...) may at the shareholder's request and for a duration not exceeding three years, prevent the proxy from the right to participate in this quality in any meeting held by the company in the event of non-compliance by such proxy of the information obligation provided under paragraphs 3 to 7 of article L. 225-106-1 or breach of the provisions of article L. 225-106-2. The court may decide to make its ruling public at the proxy's cost."

*The draft resolutions appear in the Meeting Notice sent along with this proxy (Art. R.225-76 and R. 225-81 of the French Commercial code); please do not use both "I VOTE BY POST" and "I HEREBY APPOINT" (Art. R. 225-81,8° of the French Commercial code). The French version of this document governs. The English translation is for convenience only.